

**MARCHÉ PUBLIC INDUSTRIEL**



---

**ACQUISITION D'UNE (+ UNE OPTIONNELLE) TREMIE  
DE CHARGEMENT SUR RAILS POUR LE PORT DE  
BAYONNE**

---

**Société Portuaire Port de Bayonne (SPPB)**

1, rue de Donzac

64100 BAYONNE

Tél : 05.59.46.58.88

## Table des matières

1.DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
2.PIECES CONTRACTUELLES.....	5
3.LES INTERVENANTS.....	6
3.1 - Maître d’ouvrage .....	6
3.2 - Assistant au maître d’ouvrage (AMO).....	6
3.3 - Contrôleur technique .....	6
3.4 - Industriel .....	6
3.5 - Exploitant et maintenance .....	6
4.DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	6
4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	6
4.2 - Délai d'exécution.....	6
4.3 - Délais d'exécution des tranches .....	6
4.4 - Prolongation du délai en cas de phénomènes exceptionnels .....	7
5.PRIX.....	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
5.2 - Evaluation des ouvrages .....	8
5.3 - Modalités de variation des prix.....	8
5.4 - Modalités de variation des prix.....	8
5.5 - Dispositions spécifiques aux tranches .....	8
6.GARANTIES FINANCIERES .....	8
7.AVANCE.....	8
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	8
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	9
8.MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	9
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	9
8.2 - Conditions de paiement - Acomptes .....	9
8.3 - Présentation des demandes de paiement .....	10
8.4 - Délai global de paiement .....	10
8.5 - Paiement des cotraitants.....	11
8.6 - Agrément et paiement des sous-traitants.....	11
9.DEVELOPPEMENT DURABLE.....	12

10.CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	12
10.1 - Vérifications .....	12
10.2 - Visa des documents .....	12
10.3 - Agréments des fournitures.....	13
10.4 - Programme d'exécution – Programme d'essais .....	13
10.5 - Décision après vérification.....	13
11.SURVEILLANCE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
11.1 - Généralités .....	14
11.2 - Contrôle des fournitures : .....	14
11.3 - Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail .....	14
11.4 - Organisation du chantier .....	14
11.5 - Mesures particulières pour l'hygiène et la sécurité.....	14
11.6 - Locaux pour le personnel.....	14
11.7 - Plan de sécurité et d'hygiène.....	15
11.8 - Signalisation et accès au chantier .....	15
11.9 - Réparation des dommages .....	15
12.INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	16
12.1 - Installation de chantier .....	16
12.2 - Signalisation de chantier.....	16
12.3 - Gestion des déchets de chantier.....	16
12.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	16
13.DOCUMENTATION FOURNIE AVEC L'INSTALLATION .....	16
13.1 - Généralités .....	16
13.2 - Logiciels utilisés comme support pour la documentation .....	17
13.3 - Guide de conduite et d'utilisation.....	17
13.4 - Dossier de construction de l'installation .....	17
13.5 - Dossiers hydraulique et électrique .....	18
13.6 - Dossier technique machine .....	18
13.7 - Supports papier.....	19
13.8 - Supports informatiques .....	19
13.9 - Réception des prestations / transfert de propriété et garantie générale .....	19
14.GARANTIE DES PRESTATIONS.....	20
14.1 - Garantie technique générale.....	20
14.2 - Garanties particulières système anticorrosion.....	20
14.3 - Garantie particulière pour la structure.....	21
14.4 - Garantie pour vices cachés.....	21

15.DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE .....	21
16.PENALITES .....	21
16.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution du marché .....	21
16.1 - Pénalité pour travail dissimulé .....	22
16.2 - Pénalité pour non repliement des installations de chantier et non remise en état des lieux .....	22
16.3 - Retard dans la remise des documents.....	22
16.4 - Non-respect des prescriptions techniques .....	23
17.ASSURANCES .....	23
17.1 - Responsabilités.....	23
17.2 - Assurance des opérations de transport .....	23
17.3 - Assurance pendant les travaux sur le site du terminal.....	24
17.4 - Assurance spéciale pour les systèmes anticorrosion .....	24
18.RESILIATION DU CONTRAT .....	24
18.1 - Conditions de résiliation .....	24
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	25
19.REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....	25
19.1 - Mesures coercitives dans l'organisation du chantier au Port de Bayonne.....	25
19.2 - Différends .....	26
19.3 - Intervention de la juridiction française.....	26
20.DEROGATIONS.....	26

## 1.DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la conception, fabrication et mise en service de 2 trémies dont une optionnelle, pour les grues GR16 et GR22 au port de Bayonne.

Lieu(x) d'exécution :

SPPB - Port de Bayonne  
1, rue de Donzac  
64100 Bayonne

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 3 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Fourniture et mise en service d'une trémie portuaire sur rails pour marchandises en vrac solide pour le terminal portuaire de Blancpignon - TR22
TO1	Fourniture et mise en service d'une trémie identique TR16 pour la grue GR16 sur le terminal portuaire de Tarnos
TO2	Fourniture et mise en service d'un dispositif antipoussières adaptables à une des trémies (TF ou TO1). Le dispositif antipoussière sera de type passif pour assurer un écoulement lamellaire des produits pulvérulent et positionné à la demande sous le casque de la trémie

## 2.PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières dont le DPGF ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics industriels, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique et financière du titulaire.

### 3.LES INTERVENANTS

#### 3.1 - Maître d'ouvrage

La SPPB - Société Portuaire Port de Bayonne (entité adjudicatrice, conduite d'opération, suivi administratif et comptables des marchés, suivis de la maintenance), désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à représenter l'entité adjudicatrice et les délégations de signature qui leur sont accordées.

#### 3.2 - Assistant au maître d'ouvrage (AMO)

La SPPB a passé un marché d'assistance au maître d'ouvrage pour l'assistance à la passation du marché, le suivi des études, de la fabrication et de la mise en service des trémies.

#### 3.3 - Contrôleur technique

Les contrôles techniques de réception et de mise en service des fournitures, objets de l'opération seront menées par le contrôleur technique du maître de l'ouvrage.

#### 3.4 - Industriel

Titulaire : constructeur désigné par la maîtrise d'ouvrage sur la base de l'offre finale et appelé à concevoir, réaliser et mettre en œuvre la trémie objet du marché.

#### 3.5 - Exploitant et maintenance

L'exploitation et la maintenance de la trémie seront assurées par les services de la SPPB.

### 4.DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

#### 4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 10 mois.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 23/03/2026.

#### 4.2 - Délai d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

#### 4.3 - Délais d'exécution des tranches

Le délai d'exécution de chaque tranche est fixé(e) comme suit :

Tranche	Délai	Date de début	Date de fin
TF	10 mois	23/03/2026	22/01/2027
TO1	9 mois	20/04/2026	22/01/2027
TO2	9 mois	20/04/2026	22/01/2027

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de
TO001 Fourniture et mise en service d'une trémie identique TR16 pour la grue GR16 sur le terminal portuaire de Tarnos	2 mois
TO002 Fourniture et mise en service d'un dispositif antipoussières adaptables à une des trémies (TF ou TO1)	2 mois

#### 4.4 - Prolongation du délai en cas de phénomènes exceptionnels

Une prolongation du délai d'exécution peut exceptionnellement être accordée par la SPPB au titulaire lorsqu'un événement ou une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans les délais qui y sont mentionnés.

Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de la SPPB ou des activités portuaires ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit signaler par mail adressé à la SPPB, le plus tôt possible au cours de la période d'intervention, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché, qui selon lui échappent à sa responsabilité.

Il dispose à cet effet, d'un délai d'une semaine à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il précise en même temps la durée de la prolongation demandée.

A réception de cette demande, la SPPB dispose également d'un délai d'une semaine pour notifier, par mail, sa décision au titulaire. A défaut de réponse de la SPPB, la demande est rejetée.

Aucune demande de prolongation de délai ne peut être présentée pour des événements survenus à l'expiration de la période d'intervention, éventuellement prolongée.

## 5. PRIX

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont fermes et définitifs, exprimés en euros hors taxes et réputés comprendre les dépenses résultant de l'exécution complète du marché tel que défini au §1.2 du présent document.

## **5.2 - Evaluation des ouvrages**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix forfaitaires, indiqués dans l'Acte d'Engagement. La décomposition des prix forfaitaires sera établie par le candidat selon l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

## **5.3 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont globaux et forfaitaires.

## **5.4 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes et non actualisables.

## **5.5 - Dispositions spécifiques aux tranches**

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

# **6.GARANTIES FINANCIERES**

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

# **7.AVANCE**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG – Marché Industriel.

## **7.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.



Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

# **8.MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

## **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-MI.

## **8.2 - Conditions de paiement - Acomptes**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-MI.

Les prestations seront réglées de la manière suivante :

- Avance n° 1 : 5 % à la commande ;
- Acompte n° 1 : 15 % à la fin des études ;
- Acompte n° 2 : 40% après l'achèvement des fabrications en atelier ;
- Acompte n° 3 : 25 % à la fin du transport et de l'installation sur le port de Bayonne ;
- Acompte n° 4 : 15 % du prix à la réception définitive.

La fin des études sera constatée par la remise complète des plans, notes de calculs des structures et mécanismes et documents contractuels visés sans réserve par le maître d'ouvrage (le visa des plans ne valant pas approbation de la conception qui reste la responsabilité du constructeur).

L'achèvement des fabrications sera constaté par un constat contradictoire signé par le titulaire et le maître d'ouvrage.

### **8.3 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure (SIRET) : 92981976100016

Les demandes de paiement comporteront, outre les mentions légales :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- Le numéro du compte bancaire ou postal,
- La date d'exécution des prestations,
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections,
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants),
- La date de facturation.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT,
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

### **8.4 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 8.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.1 du CCAG-MI.

### 8.6 - Agrément et paiement des sous-traitants

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché, y compris pour les prestations exécutées par le sous-traitant.

Conformément au code des marchés publics, lorsque le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 €TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par la SPPB, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement seront demandés dans les conditions suivantes :

Dans le cas où la demande intervient au moment du dépôt de l'offre :

Le candidat fournit une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature des prestations sous traitées, le nom, la raison sociale et l'adresse de son sous-traitant, le montant maximum de sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- Les références d'affaires récentes en rapport avec la prestation sous-traitées comportant le nom des personnes à contacter ;
- Le système qualité du sous-traitant avec l'organigramme du département qualité (Nombre de personnes, qualifications) ;
- Le nom du ou des superviseur(s) du titulaire auprès du sous-traitant ;
- Attestation d'assurances couvrant l'exécution du marché.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant.

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre :

Le titulaire remet contre récépissé, à la SPPB, ou lui adresse par lettre recommandée avec avis de réception, une déclaration de sous-traitance.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession, ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues au code des marchés publics.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé entre les deux parties.

## **9.DEVELOPPEMENT DURABLE**

Les conditions d'exécution du marché intègrent des objectifs de développement durable, comprenant à la fois des considérations sociales et environnementales.

Le titulaire devra justifier les actions mises en place en matière de réduction des impacts environnementaux et, le cas échéant, d'insertion professionnelle, conformément à l'article 17 du CCAG-MI.

À titre indicatif et non limitatif, pourront notamment être valorisées :

- L'intégration, lors de la fabrication de la trémie, de matières recyclées ou recyclables, ou la mise en place de filières de réemploi ;
- La mise en œuvre de procédures de réduction des émissions (optimisation logistique, limitation des déplacements, transport bas-carbone, etc.) ;
- L'application de mesures d'économie d'énergie dans les procédés de fabrication et d'assemblage ;
- La mise en place d'un plan de gestion et de valorisation des déchets générés par la fabrication, l'expédition et le montage ;
- Des actions de sensibilisation du personnel aux enjeux environnementaux ou aux bonnes pratiques en matière de sécurité et de réduction des nuisances ;
- Le recours, lorsque prévu dans les documents particuliers du marché, à des actions d'insertion sociale au bénéfice de publics éligibles.

Ces éléments, dûment documentés dans l'offre ou en phase d'exécution, seront pris en compte dans la notation et feront l'objet de contrôles par l'acheteur. En cas de non-respect des engagements annoncés, des pénalités pourront être appliquées conformément au CCAG-MI.

## **10.CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **10.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 32 et 33 du CCAG-MI.

### **10.2 - Visa des documents**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges. Les matériaux et produits mis en œuvre feront l'objet de demande d'agrément.

Les documents à soumettre au visa du maître d'ouvrage sont les suivants :

- Planning de déroulement du projet faisant apparaître les phases études / fabrications / transport / montage / opérations sur site ;
- Protocole d'essai pour réception ;
- Spécification système anticorrosion ;
- Plans et notes de calcul des charpentes et mécanismes ;
- Dossiers électrique et hydraulique ;
- Plan de contrôle pour chaque fourniture ou fabrication. Il précisera les contrôles à effectuer, les certificats à fournir, les points de convocation ou d'arrêt ;
- PV de contrôle des fournitures et des fabrications ;
- Dossier de soudage (DMOS, QMOS, Certification des Soudeurs, programme de soudage).

Il est bien stipulé que les visas du maître d'ouvrage ne sont pas un transfert de responsabilité des contenus des documents soumis.

### **10.3 - Agréments des fournitures**

Le titulaire devra soumettre à l'agrément du maître d'ouvrage les marques et références des fournitures autres que celles définies lors de la signature du marché. Cette demande d'agrément devra comprendre au minimum :

- La définition de la fourniture,
- Les références d'installation de ces fournitures.
- Les conditions de garantie des fournitures.

### **10.4 - Programme d'exécution – Programme d'essais**

#### Programme d'exécution sur site au Port de Bayonne

Le titulaire devra dresser un planning d'exécution des travaux établis de façon à ce que ceux-ci n'apportent aucune gêne à l'exploitation du terminal et à l'exécution des travaux réalisés à proximité du chantier. Ce programme sera soumis, par le titulaire, au visa du maître d'ouvrage.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions liées au chantier et à l'activité du site, le maître d'ouvrage pourra prendre les mesures nécessaires à tout moment, aux frais, risques et périls du titulaire, 1 journée après mise en demeure restée sans effet. En cas d'urgence ou de danger immédiat dont le maître d'ouvrage est seul juge, les mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable, la responsabilité du Titulaire restant entière.

#### Programme d'essai pour réception

Un programme d'essais sera préparé par le titulaire et sera soumis au visa du maître d'ouvrage au moins 1 mois avant la date prévisionnelle de mise en service.

### **10.5 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, l'entité adjudicatrice prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 34 et 35 du CCAG-MI.

## **11.SURVEILLANCE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **11.1 - Généralités**

Le titulaire devra laisser toutes facilités au maître d'ouvrage ou à ses représentants, pour suivre et contrôler les travaux sur les chantiers comme en ateliers.

Les essais et contrôles des prestations seront assurés par le titulaire sous le contrôle du maître d'ouvrage ou par un Organisme agréé désigné par ce dernier.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Si les frais correspondants à ces essais complémentaires conduisent à mettre en avant un manquement aux obligations du Titulaire, le coût de ces essais sera mis à la charge de ce dernier.

### **11.2 - Contrôle des fournitures :**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer un contrôle d'un certain nombre de fournitures directement chez le fabricant en présence du Titulaire. Chaque contrôle fera l'objet d'un procès-verbal où seront consignées les différentes remarques ou non-conformités. Ces non-conformités devront être levées avant installation sur le matériel.

### **11.3 - Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Pour les conditions d'emploi des agents étrangers, expatriés, ou assimilés, le Titulaire se conformera à la réglementation en vigueur en France. Il en est de même pour ce qui concerne l'hygiène, la sécurité et la salubrité des travailleurs.

Le titulaire prendra entièrement en charge toutes les dépenses de soins, secours et indemnités concernant ses employés victimes d'accidents survenus pendant l'exécution de marché. Il en est de même pour les sous-traitants.

### **11.4 - Organisation du chantier**

Le titulaire soumettra au maître d'ouvrage, pour approbation, un plan d'organisation du chantier sur le port de Bayonne.

### **11.5 - Mesures particulières pour l'hygiène et la sécurité**

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par le Titulaire.

### **11.6 - Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier du Port de Bayonne indiquera la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier.

Ces locaux seront conçus dans des normes au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur. Ils devront bénéficier de l'éclairage naturel. Les accès aux locaux du personnel devront être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

### 11.7 - Plan de sécurité et d'hygiène

Le plan de sécurité et d'hygiène remis au maître d'ouvrage indiquera de façon détaillée :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales des engins ;
- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades. A cet effet, le Titulaire maintiendra constamment en place un dispositif lui permettant d'acheminer les personnes dans les meilleurs délais possibles de circulation. Le plan d'évacuation des blessés sera soumis au maître d'ouvrage et une consigne précise sera donnée sur la conduite à tenir en cas d'accident.

Le plan de sécurité et d'hygiène sera tenu à jour par le Titulaire qui en signalera les modifications au maître d'ouvrage.

D'une manière générale, le titulaire sera tenu de se conformer à la réglementation française en vigueur.

### 11.8 - Signalisation et accès au chantier

La signalisation du chantier sur le Port de Bayonne dans la zone intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par le titulaire sous le contrôle du maître d'ouvrage.

Le titulaire interdit l'entrée du chantier de montage à toute personne étrangère à son entreprise et non autorisée par le maître d'ouvrage et devra prévoir la présence permanente d'un superviseur de chantier, parlant impérativement le français. Le rôle de celui-ci sera de gérer l'accès au chantier, d'assurer le respect du plan de prévention et d'assurer l'accueil sécurité.

Le titulaire demeure seul responsable des accidents et des dégradations aux ouvrages avoisinants qui pourraient survenir du fait de son chantier. Il prend toutes les dispositions utiles pour ne pas gêner les entreprises travaillant à proximité. Les accès du chantier devront être organisés de manière à éviter tout accident.

### 11.9 - Réparation des dommages

La réparation des dommages survenus tant pendant l'exécution des prestations que pendant les opérations de vérification sera à la charge du titulaire sauf pour lui à prouver que sa responsabilité n'est pas engagée.

## **12.INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER**

### **12.1 - Installation de chantier**

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

La SPPB BPB mettra à disposition le terrain nécessaire aux installations de chantier, ainsi que l'eau potable et l'électricité et procèdera avec le titulaire à un état des lieux contradictoire de démarrage de chantier.

### **12.2 - Signalisation de chantier**

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique, si nécessaire, doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

### **12.3 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Les déchets seront évacués et traités en centres de tri agréés.

### **12.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux ne sont pas compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Le titulaire disposera d'une semaine après la mise en service de la trémie pour replier ses installations de chantier (voir 4.4).

Un état des lieux contradictoire de fin de chantier aura lieu entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

## **13.DOCUMENTATION FOURNIE AVEC L'INSTALLATION**

### **13.1 - Généralités**

Le titulaire fournira au plus tard à la mise en service de la trémie :

- Un guide de conduite et d'utilisation ;
- Un dossier de construction de l'installation ;
- Un dossier technique machine.



L'ensemble des documents sera fourni dans les conditions précisées ci-après.

Tous ces documents seront obligatoirement rédigés en français. Tout document fourni en langue étrangère sera considéré comme non fourni.

Si le maître d'ouvrage est dans l'obligation de faire traduire certains documents, ces frais de traductions seront répercutés au titulaire du marché.

Seul le système métrique sera employé.

Les documents à fournir seront exécutés suivant les prescriptions des normes suivantes :

- |  |                   |
|--|-------------------|
| • formats – format AO maximum                            | norme NF E 04.502 |
| • cartouche d'inscription                                | norme NF E 04.503 |
| • échelles   | norme NF E 04.506 |
| • écritures  | norme NF E 04.50  |
| • présentation des dessins                               | norme NF E 04.520 |
| • cotations  | norme NF E 04.010 |
| • pliage des tirages                                     | norme FE E 04.507 |
| • état de surface – indications à porter sur les dessins | norme NF E 05.516 |

### **13.2 - Logiciels utilisés comme support pour la documentation**

- Les plans et schémas seront exécutés avec le logiciel AUTOCAD dernière version ;
- Les textes seront établis avec le logiciel WORD sous WINDOWS ;
- Le tableur utilisé sera EXCEL ;
- L'emploi d'autres logiciels devra au préalable être validé par le Maître d'Ouvrage ;
- Les fichiers informatiques devront être fournis sur clé USB.

### **13.3 - Guide de conduite et d'utilisation**

Nombre d'exemplaires : 4 dont 1 sur support informatique

Il devra comprendre toutes les instructions nécessaires au conducteur pour opérer son matériel en toute sécurité.

### **13.4 - Dossier de construction de l'installation**

Nombre d'exemplaires à fournir : 4 dont 1 sur support informatique.

Il comprendra notamment :

- Les procès-verbaux de contrôles non destructifs matière ;
- L'ensemble des certificats de conformité et d'essai des pièces et éléments (aciers de structure, matériel hydraulique et électrique) ;
- Le devis de poids définitifs, la position des centres de gravité et la stabilité générale de l'appareil ;
- Une copie de toutes les commandes passées aux fournisseurs (partie financière éventuellement masquée) avec les références produits des fournisseurs ;
- Un dossier regroupant les documentations des fournisseurs.

### 13.5 - Dossiers hydraulique et électrique

Nombre d'exemplaires : 4 dont 1 sur support informatique, et 4 dont 1 sur support informatique pour les schémas.

Les documents à fournir sont :

- Les notices particulières (caractéristiques, description) des équipements ;
- Les listes de tous les matériels avec les références des constructeurs ;
- Le schéma électrique ;
- Le schéma hydraulique ;
- Les plans d'implantation des équipements ;
- Les carnets de câbles à fournir sur support informatique ;
- L'ensemble des procédures de sécurité applicables et leur domaine d'utilisation ;
- L'ensemble des notices techniques ou documentation générales concernant les équipements mis en œuvre dans le cadre du projet ;
- Le certificat de conformité doit être fourni avant transfert de propriété ;
- L'étude des risques doit être fournie avant mise en service.

### 13.6 - Dossier technique machine

Nombre d'exemplaires : 4 dont 1 sur support informatique.

Ce dossier comprend :

- Un guide de maintenance. Ce guide regroupera toutes les instructions nécessaires pour assurer l'entretien de l'engin, que cet entretien soit préventif ou curatif. Il comprendra notamment :
  - un plan d'entretien préventif y compris les procédures de travail (gammes) correspondant au plan préventif,
  - le dossier de graissage précisant les points à graisser, la nature, les lubrifiants, la capacité en huile des carters, la fréquence des appoints et vidanges en nombre d'heures de fonctionnement,
  - les procédures de sécurité qu'il est nécessaire de respecter pour assurer la maintenance, notamment les procédures de consignations électriques,
  - les procédures d'aide au diagnostic des pannes.
- Une liste des pièces de rechange (d'usure et de dépannage) avec repères, références, nom et adresse des fournisseurs correspondants. Cette liste devra être établie au vu de l'analyse de disponibilité
- Un dossier de plans de construction d'ensemble et de détail de charpente et de mécanique du constructeur et des sous-traitants : les plans d'ensemble et de sous-ensemble indiqueront avec des repères les numéros des plans de détail afin de faciliter le travail de recherche et de repérage. L'ensemble de ces plans sera accompagné des nomenclatures détaillées
- Un dossier de schémas (électriques et hydrauliques) comportant les prescriptions nécessaires au dépannage.
- Un carnet de câbles et des fiches de raccordement.

A la fin du marché, le titulaire devra fournir un dossier de fin de travaux rassemblant toutes les pièces et documents de traçabilité des événements. Tous les documents seront en français.

### 13.7 - Supports papier

Tous les documents d'étude seront transmis au maître d'ouvrage sur support papier (y compris fichiers informatiques correspondants sur clé USB) au conducteur de l'opération. Ils pourront être adressés par la poste ou remis en main propre lors de réunions.

Les comptes-rendus de réunion, rédigés par l'assistant au maître d'ouvrage seront adressés à l'ensemble des participants par messagerie électronique.

### 13.8 - Supports informatiques

Les fichiers informatiques transmis à la SPPB devront être compatibles avec les logiciels informatiques suivants : AUTOCAD, WORD, EXCEL, PDF dans une version qui devra faire l'objet d'un accord préalable. Les fichiers remis sous format .pdf devront être également fournis dans leur format natif.

Pour chaque remise de fichiers informatiques, le titulaire joindra un tirage papier de chaque fichier, la liste détaillée des fichiers en précisant le nom ou le code, le format, le type et le contenu des fichiers.

La nomination des fichiers devra être cohérente tout au long de l'opération sans risque de doublon. Le principe de codification retenu par le titulaire sera présenté à l'approbation de la SPPB.

Toutes les données et résultats d'investigation, liés à cette étude seront remis sur support numérique de même qu'un mémoire précisant la méthodologie et les méthodes d'exploitation des résultats.

### 13.9 - Réception des prestations / transfert de propriété et garantie générale

Après montage sur site et avant la mise en service, l'équipement devra être soumis aux essais définis dans le protocole cité au paragraphe 10.4.

Ces essais ont pour but, d'une part, de vérifier que le fonctionnement du matériel est satisfaisant dans les conditions réelles d'exploitation et, d'autre part, de permettre au titulaire de lever toutes les réserves non bloquantes.

La réception définitive pourra être prononcée lorsque :

- Seront levées toutes les réserves qui auront été émises ;
- La documentation contractuelle aura été fournie ;
- L'ensemble des essais aura été satisfaisant.

La réception fera l'objet d'un document signé par le titulaire et le maître d'ouvrage et le transfert de propriété sera alors réalisé.

La période de garantie débute à la date prononcée de la réception définitive. La durée de la garantie sera conforme aux stipulations au chapitre correspondant du présent CCAP.

Si la réception définitive n'a pu être prononcée à l'issue des essais, le maître d'ouvrage pourra prononcer :

- Soit la réception avec réfaction ;
- Soit le rejet des prestations.

Dans ce cas-là les stipulations du chapitre concernant les modalités de réception du CCAG-MI seront appliquées.

## **14.GARANTIE DES PRESTATIONS**

Les travaux feront l'objet d'une garantie minimale de 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision de réception. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 36 du CCAG- Marchés Industriels.

### **14.1 - Garantie technique générale**

La période de garantie générale commence à la prononciation de la réception et pour une durée de 2 ans.

Au cas où un incident grave nécessitant une grosse réparation (réparation n'entrant pas dans le cadre de l'entretien normal du matériel) interviendrait pendant le délai de garantie, la période de garantie de 2 ans redémarrera après réparation pour l'élément incriminé.

### **14.2 - Garanties particulières système anticorrosion**

La garantie demandée pour la galvanisation à chaud est de 10 ans.

Les garanties demandées pour les parties peintes sont :

- Anticorrosion : 7 ans Ri3 ;
- Bonne tenue de 5 ans 3S3 (cloquage, écaillage, craquelage), selon les termes de la norme ISO 4628 ;
- Aspect : aucune altération non uniforme de la couleur n'est acceptée pendant une durée de 10 ans. En particulier, si des mesures sont possibles, il ne sera pas toléré plus de deux unités de cliché entre des zones voisines d'exposition comparable.

L'applicateur devra être qualifié par le fournisseur de produit de peinture.

Le titulaire devra fournir en fin de travaux un certificat de garantie délivré par une compagnie d'assurance.

Les garanties particulières du système de protection anticorrosion des structures métalliques sont valables pour tous les travaux et objet du présent contrat

Dans le cas d'une réfection nécessaire de la protection en cours ou en fin de période de garantie, Le titulaire sera le seul interlocuteur du maître d'ouvrage et de ses représentants.

Les altérations en cause sont celles qui auraient détruit dans toute son épaisseur le système de protection.

Lorsque les altérations seront égales ou supérieures à celles dudit cliché sur des zones prises individuellement de 1 m<sup>2</sup>, le titulaire refera gratuitement et intégralement et à ses entiers dépens le revêtement sur les zones altérées.

Les examens porteront sur les surfaces visibles ou accessibles après lavage et brossage des surfaces et après mise à sec, si nécessaire, des ouvrages.

La garantie ne concerne pas les dégradations provenant de causes fortuites ou accidentelles tels que chocs, rayage ou projection de produits corrosifs.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections d'une défectuosité des produits ou matériaux fournis par le titulaire ou des conditions d'exécution.

Des visites de contrôle pourront être effectuées durant la période de garantie à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

A l'issue de ces visites seront décidés les travaux à effectuer au titre des présentes garanties. Il est bien entendu qu'aucune réfection ne devrait être effectuée avant l'expiration des délais de garantie (sauf sur demande du maître d'ouvrage si les dégradations sont telles que les reprises des revêtements s'avèrent indispensables).

#### **14.3 - Garantie particulière pour la structure**

La structure principale de la trémie est garantie pour une durée de 10 ans à compter de la date de prononciation de la réception.

Cette garantie comprend toutes les réparations, toutes les modifications techniques ainsi que la remise en état par des techniciens du titulaire ou du personnel à la charge du titulaire et supervisée par des techniciens du titulaire.

#### **14.4 - Garantie pour vices cachés**

La garantie contractuelle spécifique prévue au §5.6 du CCAP stipulée ne fait pas obstacle à ce que le maître d'ouvrage soit en droit de rechercher la responsabilité du titulaire sur le fondement de la garantie des vices cachés prévue par les articles 1641 à 1649 du Code Civil français, qui sont et restent applicables au présent marché.

### **15.DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

### **16.PENALITES**

#### **16.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution du marché**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1/500<sup>ième</sup> de

la valeur HT des prestations en retard pour la tranche ferme et la tranche optionnelle 1 et ce jusqu'au quinzième jour de retard.

A partir du seizième jour de retard une pénalité fixée à 1000,00 €HT par jour calendaire sera appliquée.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 5 000,00 €HT.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 €HT pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 15 du CCAG- Marchés Industriels.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **16.1 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'entité adjudicatrice applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **16.2 - Pénalité pour non repliement des installations de chantier et non remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier de montage des matériels et la remise en état des emplacements qui auraient été ainsi occupés ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

Le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état de cet emplacement et de ses abords dans un délai d'une semaine à compter de la mise en service de la trémie.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire après mise en demeure sans préjudice d'une pénalité de dix mille (10 000,00 €) euros.

### **16.3 - Retard dans la remise des documents**

L'ensemble des documents à fournir après exécution, conformément au chapitre correspondant du présent CCAP devront être remis au maître d'ouvrage au plus tard à la mise en service des équipements.

Le défaut de remise des documents fait obstacle au prononcé de la réception.  
Une pénalité de 100,00 €HT par jour de retard sera appliquée.

#### **16.4 - Non-respect des prescriptions techniques**

En cas de non-respect des prescriptions techniques fixées dans le marché, la prestation pourra être rejetée, ajournée ou faire l'objet de réfections. Dans ce cas les stipulations du chapitre 5 du CCAG "marchés industriels" seront appliquées.

### **17.ASSURANCES**

Conformément à l'article 10 du CCAG applicable aux marchés public industriels, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la SPPB et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution du marché.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la SPPB et dans un délai de 8 jours à compter de la réception de la demande.

#### **17.1 - Responsabilités**

Le titulaire sera responsable des dommages matériels, corporels et immatériels trouvant leur origine dans un vice propre du matériel objet du présent marché, pendant et hors période d'exploitation.

Il est expressément convenu que le maître d'ouvrage aura qualité de tiers vis à vis du titulaire :

- Pour tout dommage subi par le personnel du maître d'ouvrage ou celui des intervenants qu'il aura missionné ;
- Pour tout dommage subi par les installations mobilières et immobilières du maître d'ouvrage.

#### **17.2 - Assurance des opérations de transport**

A l'occasion du transport des prestations objet du présent marché, le titulaire devra justifier qu'il a souscrit une assurance couvrant les dommages susceptibles d'être occasionnés aux tiers, à savoir, les dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non pour un montant minimal de 1 000 000,00 € (un million d'euros).

Le terme des opérations de transport correspond à la fin des opérations de transfert des éléments de la trémie sur les emplacements leur étant réservés sur le quai.

Les polices d'assurances correspondantes, souscrites par le titulaire, son Transitaire ou son transporteur devront être communiquées au maître d'ouvrage.

Il est aussi précisé que le titulaire aura en charge l'organisation du transport, et les démarches administratives (formalités douanières) et si besoin, le règlement de tous les droits ou taxes (taxes douanières, TVA, droits de port, remorquage,...) légalement exigibles à cette occasion.

### **17.3 - Assurance pendant les travaux sur le site du terminal**

Pendant la période de travaux sur site qui débute à la fin des opérations de transport et s'achève à la réception du marché, le titulaire devra justifier de la mise en place des couvertures d'assurances, type assurances responsabilité civile professionnelle, décrites ci-après.

Ces couvertures devront garantir le maître d'ouvrage à raison des dommages occasionnés aux tiers résultant d'un défaut de mise au point ou de tout autre vice du matériel. Le maître d'ouvrage sera considéré comme un tiers pour les dommages subis par les infrastructures et les superstructures dont il a l'exploitation et la garde. Les capitaux souscrits devront être d'un montant minimum de 4 000 000,00 € (quatre millions d'euros) pour les dommages aux existants.

Ces couvertures devront également garantir le maître d'ouvrage à raison des dommages subis par le matériel objet du marché résultant d'un défaut de mise au point ou de tout autre vice du matériel objet du marché. Les capitaux garantis devront être égaux au minimum au montant du marché.

### **17.4 - Assurance spéciale pour les systèmes anticorrosion**

Dans un délai de quinze (15 jours) à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les garanties particulières précisées au chapitre correspondant du présent CCAP et, en particulier l'assurance de garantie particulière pour les systèmes de protection anticorrosion ("garantie de bonne tenue") couvrant les dommages pendant la durée de la garantie contractuelle.

A défaut de pouvoir présenter cette attestation, le titulaire devra présenter une caution bancaire ou équivalente couvrant les dommages éventuels liés aux systèmes de protection anticorrosion. Préalablement à l'exécution des travaux, le titulaire fournira une lettre de couverture garantissant le maître d'ouvrage qu'il a bien contracté une assurance de "garantie de bonne tenue" ou une caution.

Les conditions de cette police d'assurance relative à cette obligation devront être communiquées au maître d'ouvrage avant le démarrage des travaux.

## **18.RESILIATION DU CONTRAT**

### **18.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 41 à 48 du CCAG-Marché Industriel.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.



## **18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'entité adjudicatrice par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'entité adjudicatrice adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Pau est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **19.1 - Mesures coercitives dans l'organisation du chantier au Port de Bayonne**

Lorsque le titulaire ne se conforme pas, soit aux dispositions du marché, soit aux ordres de service écrits qui lui ont été donnés, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé qui lui est notifié par un ordre de service.

Ce délai, sauf cas d'urgence, ne sera pas inférieur à dix (10) jours calendaires à compter de la notification de l'ordre de service de mise en demeure. Passé ce délai, si le titulaire n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le maître d'ouvrage pourra aux torts et risques du titulaire :

- Soit demander la résiliation pure et simple du marché et le remboursement des sommes perçues ainsi que les préjudices subis ;
- Soit prescrire l'établissement d'une régie aux frais du titulaire.

Cette régie peut n'être que partielle. Il est alors procédé immédiatement, en sa présence ou lui dûment appelé, à la constatation des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire du matériel du titulaire et la remise de la partie de ce matériel qui n'est pas utilisé par le maître d'ouvrage pour l'achèvement des travaux. Dans le cas de la régie et pendant sa durée, le titulaire est autorisé à en suivre les opérations sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des représentants du maître d'ouvrage. Il peut, par ailleurs, être relevé de la régie s'il justifie de moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Les excédents des dépenses qui résultent de la régie ou du nouveau marché seront à la charge du titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues sans préjudice des droits exercés contre lui en cas d'insuffisance.

Lorsque des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris auront été révélés à la charge du titulaire, les autorités de la République Française, si nécessaire saisies par le maître d'ouvrage, pourront, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le titulaire sera passible, décider de l'exclure pour un temps déterminé ou définitivement des marchés nationaux, sans pour autant que le titulaire ne puisse se retourner contre le maître d'ouvrage.

### **19.2 - Différends**

Si dans le cours du déroulement des prestations, un différend survient entre le maître d'ouvrage et le titulaire, celui-ci soumettra au maître d'ouvrage dans un délai de dix (10) jours qui suit le différend, un mémoire où il indique les motifs du désaccord et, éventuellement, le montant de ses réclamations ainsi que toutes les pièces justificatives indispensables à l'instruction du dossier.

Le maître d'ouvrage devra faire connaître sa réponse dans un délai de dix (10) jours.

Si le différend implique la constatation de faits, il est dressé par huissier de justice mandaté par le maître d'ouvrage un procès-verbal des circonstances de la contestation. Celui-ci est notifié au titulaire qui doit présenter ses observations dans un délai de dix (10) jours.

### **19.3 - Intervention de la juridiction française**

A défaut de règlement à l'amiable, si la décision du maître d'ouvrage n'est pas admise par le titulaire, celui-ci peut, dans un délai de dix (10) jours suivant la notification de la décision, saisir la juridiction française compétente en fonction de la nature du différend. Dans ce cas, il n'est admis à porter devant cette juridiction que les chefs et motifs des déclarations énoncées dans le mémoire.

Passé ce délai, si le titulaire n'a pas saisi le tribunal administratif de Montpellier il est considéré comme ayant accepté la décision du maître d'ouvrage. Seule la législation et la réglementation en vigueur en République Française s'appliquent au contenu spécifique et au déroulement du présent marché.

## **20.DEROGATIONS**

- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Marchés Industriels
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 15 du CCAG - Marchés Industriels